



AMBASSADE DE SUISSE  
EN YOUGOSLAVIE

BELGRADE, le 28 mars 1991

Birćaninova 27  
Case postale 817  
Tél.: 646 899

Réf.: 380.0 - IND/GZ

RP 10/1991

Confidentiel

D F A E  
Secrétariat politique

B e r n e

Copies à: DFAE - Secrétariat du Secrétaire d'Etat  
- Division politique I  
- Division politique III (CSCE)  
- DDIP (M. J.-D. Vigny)  
OFAEE - Secrétariat du Secrétaire d'Etat  
- Ambassadeur S. Arioli  
- Service pays d'Europe du Sud-Est  
D M F - G R S  
- Ambassade de Suisse, Vienne, à  
l'attention du Colonel Ch. Ott

Visite en Bosnie-Herzégovine

La république de Bosnie-Herzégovine est, par sa superficie et sa population, la troisième en importance de la Yougoslavie, dont elle occupe la partie centrale, entourée par la Croatie, la Serbie et le Monténégro. Lieu de rencontre des cultures orientale et occidentale, la Bosnie-Herzégovine, peuplée de musulmans (au sens ethnique, 40%), de Serbes (37%) et de Croates (21%), recèle des richesses minérales, possède un potentiel hydroénergique considérable, une agriculture variée et de vastes étendues de forêts en exploitation. Le mélange de populations et de religions (catholique, musulmane, orthodoxe et juive) en fait une Yougoslavie en miniature. Contrairement à ce qui se passe dans le reste du pays, notamment en Croatie et en Serbie, cependant, les tensions ethniques consécutives à la démocratisation lui ont été épargnées dans l'ensemble jusqu'à présent. Cela tient en grande partie à la sagesse de ses dirigeants qui ont su sauvegarder un équilibre très délicat dans la répartition des charges entre les différents partis ethniques. C'est un signe aussi que le conflit en Croatie entre Serbes et Croates est entretenu à des fins démagogiques.

Arrivant de Belgrade par les airs, le 20 mars, et ayant vécu les événements dramatiques des deux semaines précédentes, je n'ai pas manqué d'être frappé par le calme qui régnait dans la capitale Sarajevo. Le chauffeur de taxi qui me conduit de l'aéroport à



l'hôtel, rentré depuis quelques mois dans son pays après avoir travaillé durant presque 16 ans à Francfort, exprime son étonnement sur le comportement des politiciens à Belgrade. A Sarajevo, musulmans, serbes et croates se côtoient, se rencontrent et se marient entre eux, bref cohabitent sans se préoccuper ni de leur appartenance ethnique ni de leur appartenance religieuse. Mais l'on sait que cet équilibre est précaire et que cette cohabitation pacifique peut se transformer en une lutte fratricide du jour au lendemain en cas de désintégration de la Yougoslavie. La sérénité et la confiance qu'affichent mes interlocuteurs ne cachent pas leur inquiétude de voir voler en éclats le pays. Certaines prises de position récentes émanant des partis serbe d'une part et croate d'autre part, montrent qu'un rien peut tout faire basculer. C'est pourquoi dans la dispute entre les fédéralistes à tout crin que sont les Serbes et les confédéralistes convaincus, voire indépendantistes que sont les Slovènes et les Croates, les politiciens bosniaques pourraient jouer aux modérateurs et aux médiateurs.

La visite protocolaire comprend des entretiens avec le président de la présidence de la République, M. Alija Izetbegovic du parti d'action démocratique musulman, SDA, le président de l'assemblée parlementaire, M. Momcilo Krajisnik du parti démocratique serbe, le président du conseil exécutif, M. Jure Pelivan de l'union démocratique croate, HDZ, le vice-ministre de la coopération internationale en l'absence de son ministre retenu en Libye, le ministre de l'éducation, des sciences, de la culture et de la culture physique, M. Nina Haric du parti musulman, et avec le maire de Sarajevo, M. Muhamed Kresevljakovic, également du parti musulman. Des rencontres avaient aussi été organisées, à ma demande, avec le recteur de l'Université, M. Nenad Kecmanovic, président en Bosnie-Herzégovine de l'alliance des forces réformistes (parti créé l'été dernier par le président du conseil exécutif fédéral, M. Ante Markovic) ainsi que le rédacteur en chef du quotidien indépendant Oslobodjenja, M. Kemal Kurspahic.

Les responsabilités politiques ont été réparties entre les différents groupes ethniques. La présidence collégiale composée de sept membres a été constituée selon le même principe et comprend deux représentants de chacun des partis musulman, serbe et croate, le septième étant un musulman indépendant. La démocratisation semble faire son chemin sans heurt et le pluripartisme fonctionne. Le système d'éducation de type communiste est en voie de réforme. L'on veut introduire un système comparable à celui qui existe dans les pays occidentaux en étant conscient que par rapport au passé, l'éducation deviendra plus élitiste. Il faut créer un esprit de compétition. Les universités sont en train d'acquiescer leur autonomie.

L'économie, comme dans tout le pays, est dans un état pitoyable. Le chômage s'étend chaque jour, les salariés n'ont plus reçu de salaires depuis deux et parfois trois mois, les enseignants font la grève. Tout est à faire - restructurer l'industrie, privatiser les entreprises mais à quel prix et à qui les vendre, attirer les investissements, lutter contre la pollution. La tâche est



énorme et les dirigeants de la Bosnie-Herzégovine sollicitent l'aide de l'étranger. La veille de ma visite, le président Izetbegovic est rentré d'un voyage en Libye où il a obtenu un prêt de 50 millions de dollars pour assainir l'industrie, la promesse de l'envoi de deux pétroliers chargés en guise de contribution au règlement des dettes libyennes aux entreprises de construction de Bosnie-Herzégovine qui ont effectué de gros travaux de génie civil mais qui n'ont pas encore reçu leur dû. L'on souhaiterait attirer des capitaux et des industriels suisses, mettre sur pied des "joint ventures" dans le domaine du tourisme car la Bosnie-Herzégovine entend exploiter ses richesses naturelles (sports d'hiver - Jeux olympiques d'hiver 1984).

Dans le domaine politique, mes interlocuteurs se disent favorables à une plus grande autonomie des républiques. Ils reconnaissent la nécessité de maintenir un certain pouvoir fédéral dont les compétences seraient toutefois limitées - politique étrangère, défense, monnaie, marché unique. L'administration fédérale devrait être dégraissée, l'armée ramenée à une dimension conforme à sa tâche qui devrait être de défendre les frontières du pays. Le président du conseil exécutif s'est beaucoup intéressé à la question du financement des fonctions de l'Etat en Suisse. Décentralisation, autonomie mais pas dissociation ni sécession sont les objectifs de la Bosnie-Herzégovine.

Portant un jugement sur les événements du début du mois à Belgrade, mes interlocuteurs sont d'avis que les manifestations marquent un pas décisif dans la démocratisation de la Serbie. Le terme de "bolchévisme" revient à plusieurs reprises dans les conversations pour qualifier le pouvoir du président serbe Sl. Milosevic et du parti socialiste serbe (ex-communiste). La réaction du pouvoir serbe ayant recours à l'intervention massive et brutale de la police contre les manifestants et faisant appel à l'armée constitue une grave erreur, estime-t-on à Sarajevo. Le président Izetbegovic, emprisonné du temps de Tito, homme cultivé et doux, seul parmi les politiciens élus à la tête des républiques ou à la présidence fédérale à n'avoir jamais été membre de la Ligue des communistes de Yougoslavie, parle avec l'autorité que lui confère son passé indépendant. L'armée fédérale, affirme-t-il, n'interviendra pas dans les discussions politiques pour imposer une solution qui serait un retour au communisme. Il se dit confiant que les négociations sur l'avenir de la Yougoslavie se poursuivront démocratiquement et pacifiquement. La crise constitutionnelle a atteint son point culminant avec la démission du président de la présidence collective fédérale, B. Jovic. M. Izetbegovic pense que le dialogue pourra reprendre dans la sérénité. (Le jour même de ma visite, le parlement serbe refusait la démission de Jovic lui permettant ainsi de reprendre sa place à la réunion de la présidence le 21 mars). Le représentant du parti d'Ante Markovic est convaincu quant à lui qu'il n'y a pas de voie pour le salut de la Yougoslavie autre que celle proposée par le président du conseil exécutif fédéral. Les Yougoslaves, dit-il, sont condamnés à s'entendre sur le fonctionnement minimal du pouvoir fédéral.

Reconnaissant la sagesse et la modération des autorités politiques de la Bosnie, l'énormité de la tâche qui les confronte, le rédacteur en chef de Oslobodjenja ne cache pas ses préoccupations. Pour lui, il faudra encore des années pour que la pratique de la démocratie s'installe dans les moeurs politiques. La jeunesse a montré à Belgrade qu'elle aspire à la démocratie. Cette génération pourra peut-être la réaliser. Les politiciens actuels ne veulent pas renoncer aux privilèges qu'ils s'accordent. Il cite le comportement des présidents des républiques, qui lorsqu'ils se sont réunis il y a peu à Sarajevo, sont tous arrivés en avion privé, ont donné des interviews aux media et se sont déplacés en voitures officielles. Ils se conduisent comme de petits chefs d'état autocratiques. Enfin, les politiciens ne font pas confiance à la presse et cherchent à la museler d'une manière ou d'une autre. Au moment de terminer ces lignes, l'agence de presse Tanjug rapporte que l'assemblée a adopté un amendement législatif qui prévoit la nomination des rédacteurs par les autorités non plus par les journalistes comme ce fut le cas auparavant. Même en Bosnie-Herzégovine l'on essaie de mettre la presse sous le contrôle de l'assemblée parlementaire et des partis. Une manifestation a eu lieu en faveur de la liberté de la presse et pour réclamer l'abrogation de la nouvelle disposition. La question de sa constitutionnalité est maintenant à l'étude, signe que les pressions font réfléchir le pouvoir.

Malgré certaines zones d'ombre, la démocratie semble faire son chemin en Bosnie-Herzégovine. Le discours politique y paraît plus civilisé et plus tolérant qu'en Serbie ou en Croatie. Cet exemple, s'il peut s'affirmer, contribuera peut-être à la longue à rendre moins acrimonieuse la discussion sur l'avenir de la Yougoslavie.

L'Ambassadeur de Suisse



(Indermühle)